

ANALYSE 2011

Le Haut-Karabakh, une enclave arménienne au sein de l'Azerbaïdjan



Publié avec le soutien de la Communauté française

Le Haut-Karabakh, une enclave arménienne au sein de l’Azerbaïdjan

« Le temps est venu d’entreprendre des efforts plus poussés pour résoudre le conflit du Haut-Karabakh ». La déclaration commune des présidents azéri et arménien et des représentants du groupe de Minsk¹ lors du sommet de l’OSCE à Astana, en décembre 2010, plus de 20 ans après le déclenchement du conflit, sonne comme un constat d’échec.

La coprésidence du groupe de Minsk n’avait pourtant pas ménagé ses efforts durant les semaines ayant précédé le sommet. Le président russe, Dmitry Medvedev, s’était même déclaré « modérément optimiste » quant aux progrès décisifs que l’ Azerbaïdjan et l’Arménie, les deux protagonistes du conflit, étaient en passe de réaliser vers le règlement pacifique du litige les opposant.

L’optimisme aura fait long feu. Seize ans après le cessez-le-feu ayant mis un terme aux hostilités, les négociations de paix sont dans une impasse.

Une enclave arménienne au sein de l’Azerbaïdjan

Le Haut-Karabakh est un territoire du sud du Caucase, majoritairement peuplé d’Arméniens, mais enclavé au sein de l’Azerbaïdjan. Carrefour d’influences multiples, le Karabakh a fait l’objet, au cours de son histoire, de rivalités entre populations arméniennes, majoritairement chrétiennes, et populations d’origine turque, majoritairement musulmanes. Annexé à l’empire russe à la fin du XIXe siècle, ce territoire obtient un statut de région autonome au sein de la république socialiste soviétique d’Azerbaïdjan au début des années 1920. A l’instar d’autres régions aux équilibres ethniques fragiles soumises à un régime autoritaire, l’emprise exercée par Moscou au long du XXe siècle a joué un rôle régulateur des tensions ethniques.

Alors même que l’Union soviétique montre ses premiers signes de faiblesse à la fin des années 1980, cet équilibre fragile se délite peu à peu et laisse place aux premières violences interethniques. L’éclatement de la violence force de nombreux azéris à fuir le Karabakh et, dans un chassé-croisé, les populations arméniennes d’Azerbaïdjan à se réfugier au sein du territoire enclavé. Sur le plan politique, le Soviet Suprême de la République d’Arménie appelle Moscou à approuver l’annexion en son sein du Karabakh. Mais cet appel restera lettre morte. Malgré une dernière tentative de Moscou d’imposer son pouvoir direct sur le territoire enclavé en janvier 1989, les protagonistes du conflit sont désormais livrés à eux-mêmes et leurs relations se détériorent rapidement.

Le déclenchement du conflit

En janvier 1992, alors même que l’Arménie voisine a fait sécession de l’Union soviétique en déliquescence, le Karabakh déclare son indépendance. Le conflit, jusque là limité dans son ampleur, évolue en une guerre ouverte entre l’Azerbaïdjan et sa région sécessionniste, entraînant dans son sillage l’intervention de l’Arménie aux côtés du Karabakh.

¹ Le Groupe de Minsk est une émanation de l’Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Il a été mis sur pied en 1992 afin d’encourager la recherche d’une résolution pacifique et négociée du conflit opposant l’Arménie à l’Azerbaïdjan sur le Haut-Karabakh. Le Groupe de Minsk est co-présidé par la France, les Etats-Unis et la Russie. Il comporte en son sein les protagonistes du conflit, mais également, la Turquie, alliée de l’Azerbaïdjan.

Les combats font rage jusqu'à la signature du Protocole de Bichkek le 12 mai 1994, sous l'égide de la Communauté des Etats Indépendants. Le protocole, qui prévoit la cessation des combats, sera confirmé quelques semaines plus tard par la conclusion d'un accord de cessez-le-feu.

Plus de quinze ans après la cessation des combats, l'Arménie et l'Azerbaïdjan tardent à mettre un point final au litige qui les oppose. La persistance du conflit s'explique notamment par les soutiens externes forts dont disposent les belligérants, pour des raisons d'affinités culturelles et religieuses. La Russie, orthodoxe, considère l'Arménie comme un allié crucial au sein du Caucase, majoritairement musulman. La Turquie, quant à elle, soutient les azéris, d'origine ethnique turque. Cette dernière est d'autant plus prompte à se ranger aux côtés de l'Azerbaïdjan que ses relations avec l'Arménie sont envenimées par la question du génocide. Malgré les efforts renouvelés des intervenants du groupe de Minsk, les dissensions entre les parties demeurent profondes, retardant toujours davantage la conclusion d'un traité de paix.

Les principes d'un accord de paix sont connus...

Le règlement définitif du conflit passe par un accord global sur trois questions fondamentales : le retour des réfugiés dans leur région d'origine, la question du statut politique du Haut-Karabakh et la restitution des territoires conquis.

Sur le plan humain, les combats ont fait entre 20.000 et 30.000 victimes – civiles ou militaires - et plus d'un million de réfugiés. Ces mouvements de populations ont engendré des modifications démographiques profondes. La région sécessionniste est désormais composée, à 95%, de populations d'origine ethnique arménienne, parmi lesquelles une large part de réfugiés ayant fui l'Azerbaïdjan. Ces réfugiés vivent, pour la plupart, dans les ruines des villages abandonnés par la minorité azérie du Karabakh. Les membres de cette minorité se retrouvent, quant à eux, déplacés de l'autre côté de la ligne de démarcation. Logés dans des campements provisoires depuis bientôt deux décennies, ils entretiennent un profond ressentiment à l'égard de la population arménienne du Karabakh. Dans les villages qui bordent la ligne de démarcation, le désir de vengeance est savamment alimenté par le pouvoir azéri, lequel n'a jamais exclu l'hypothèse de récupérer la région rebelle par les armes.

La restitution des territoires conquis par l'Arménie sur l'Azerbaïdjan constitue un second obstacle à la conclusion d'un traité de paix. Sur le plan militaire, le conflit s'est soldé par une écrasante victoire de la région sécessionniste et de son allié arménien. Indépendamment du Haut-Karabakh, les gains territoriaux réalisés par l'Arménie à cette occasion, s'étendent à quelques sept régions d'Azerbaïdjan, situées entre la frontière orientale de l'Arménie et le Karabakh, lesquelles représentent au total près de 15 % du territoire azéri. En guise de représailles à l'occupation illégale de ces territoires, l'Azerbaïdjan, et son allié turc, ont fermé leurs frontières avec l'Arménie. L'Arménie se retrouve enclavée et ne dispose désormais, comme seuls débouchés sur le monde extérieur, que de ses frontières avec la Géorgie et l'Iran. La restitution des territoires occupés est un point crucial des négociations de paix, qui cristallise les antagonismes des belligérants. L'Arménie perçoit leur occupation comme nécessaire à la sécurité du Haut-Karabakh, alors que l'Azerbaïdjan en revendique la restitution sans conditions.

Une autre pierre d'achoppement réside dans la question du statut politique de la région sécessionniste. République indépendante autoproclamée, le Karabakh se considère comme un

Etat souverain, bien qu'il ne jouisse d'aucune reconnaissance internationale. Dans les faits, le Karabakh dispose d'une grande autonomie politique à l'égard de l'Azerbaïdjan. Sur les plans militaire et économique, la région sécessionniste dépend largement de l'Arménie voisine. Dépendance qui se manifeste à plusieurs niveaux : les armées des « républiques » sœurs sont profondément intégrées, le Dram arménien a cours au Karabakh, son économie est principalement soutenue par des investissements arméniens et de la diaspora arménienne, etc. L'accès à l'Arménie est également l'unique voie de communication qui garantirait, en cas d'accord de paix impliquant de vastes restitutions territoriales, le désenclavement du Haut-Karabakh.

Le règlement de ces trois points forme, en substance, le fondement d'un accord de paix durable élaboré par le Groupe de Minsk lors du sommet de l'OSCE tenu à Madrid en 2007.

... mais l'impasse perdure.

Malgré les efforts diplomatiques intenses déployés en vue du sommet d'Astana, le processus de paix demeure dans l'impasse. Les protagonistes peinent à convenir d'un calendrier de retrait des troupes arméniennes des territoires occupés, à régler la question du corridor destiné à relier le Karabakh à l'Arménie et à fixer la date du référendum d'autodétermination. Cette dernière question semble retenir toute l'attention des parties, qui ne s'entendent pas sur la portée d'un tel référendum. Véritable référendum d'autodétermination ou simple délibération sur un statut spécial au sein de la république d'Azerbaïdjan, les points de vue divergent.

En l'absence de toute avancée notable du processus de paix, l'avenir du Haut-Karabakh s'assombrit, au rythme des menaces verbales proférées par les belligérants.

Comment ces menaces se traduisent-elles sur le terrain ? Bien que les altercations sporadiques n'aient jamais vraiment cessé, il semblerait que les belligérants se préparent à régler leur différend par les armes. Fort des revenus générés par l'exploitation de ses ressources naturelles, l'Azerbaïdjan ne cesse d'accroître ses dépenses militaires. En 2011, elles atteindront un montant record de 3,1 milliards de Dollars. En vue de contrebalancer le risque croissant d'un Azerbaïdjan surmilitarisé, l'Arménie a renforcé, quant à elle, son alliance militaire avec Moscou. La Russie s'est ainsi engagée à fournir un armement moderne à son alliée sud-caucasienne et à renforcer sa présence sur le sol arménien. En outre, et malgré ses liens étroits avec la Russie, l'Arménie n'a eu de cesse de se rapprocher de l'OTAN depuis la conclusion d'un plan d'action individuel pour le partenariat (IPAP) en 2005. En collaboration avec l'Alliance atlantique, les forces armées arméniennes ont vu leur structure de commandement se moderniser, au contraire de l'armée azérie dont la structure demeure calquée sur le modèle soviétique.

Lueur d'espoir

Plusieurs éléments laissent cependant poindre une lueur d'espoir. Tout d'abord, si l'hypothèse de l'embrassement du Karabakh est plausible, elle est pour le moins improbable, tant l'issue d'une nouvelle guerre ouverte est incertaine. Une reprise des combats mettrait, en outre, gravement en péril les économies renaissantes des belligérants. Alors même que ses exportations de combustible fossile ne cessent de croître et que les investissements étrangers sur son territoire s'accroissent, l'Azerbaïdjan aurait tout à perdre d'un nouveau conflit armé.

Les efforts diplomatiques devraient également se faire plus intenses dans les mois qui viennent avec l'émergence de nouveaux acteurs. La Turquie, notamment, qui se profile toujours davantage en puissance régionale. Alliée indéfectible de l'Azerbaïdjan, sa position devrait évoluer suite aux désaccords, de plus en plus profonds, avec le régime azéri. Une fois les élections législatives de juin 2011 derrière le dos, le nouveau gouvernement turc – formé, en toute vraisemblance, par l'AKP – aura à cœur de solutionner ce facteur de déstabilisation situé à quelques encablures de sa frontière orientale. Le second semestre 2011 verra également la Pologne occuper la présidence tournante de l'Union européenne. L'occasion de relancer le Partenariat oriental, dont elle est l'une des initiatrices et qui vise notamment à solutionner les problèmes liés à l'instabilité politique du Caucase.

Une solution durable au conflit passe par une plus grande implication des acteurs régionaux. Le conflit du Haut-Karabakh s'inscrit dans un contexte géostratégique complexe, marqué par la lutte d'influences sur le Caucase et les tensions inhérentes à cette région. Forts de leurs soutiens extérieurs, les protagonistes semblent, jusqu'à présent, se contenter du statu quo. Cette situation est inacceptable. Le conflit, bien que larvé, agit comme un foyer de déstabilisation au sein d'une région prête à s'embraser à la moindre étincelle. La situation précaire des réfugiés, instrumentalisée par les belligérants, est également révoltante et doit faire l'objet d'un règlement rapide.

Tôt ou tard, l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont condamnés à s'entendre. Les bouleversements que connaît le Caucase – l'émergence de nouvelles puissances régionales, l'intérêt suscité par les ressources en hydrocarbures, l'apparition d'un islam radical, etc. – joueront un rôle de catalyseur. On ne peut qu'espérer que cela favorise l'avènement d'une paix durable au Karabakh.

Benjamin Petteau,
Membre du Comité de Rédaction du Signes des Temps,
Février 2011

Cette analyse a fait l'objet d'un article dans notre trimestriel
Signes des Temps de février 2011